

Le syndicalisme désemparé

Philippe Gendreau and Pierre Lefebvre

Number 302, Winter 2014

Rétro, les classes sociales ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70536ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gendreau, P. & Lefebvre, P. (2014). Le syndicalisme désemparé. *Liberté*, (302), 33–37.

LE SYNDICALISME DÉSEMPARÉ

Le syndicalisme est-il devenu un gros mot ? Longtemps fer de lance des luttes sociales, il ne serait maintenant qu'un simple agent de corporatisme. *Liberté* a rencontré Louis Roy, ancien président de la CSN, qui nous livre sa vision du combat syndical d'aujourd'hui.

PHILIPPE GENDREAU ET PIERRE LEFEBVRE

LIBERTÉ D'un point de vue historique, les syndicats étaient d'abord une façon de s'outiller contre le capital. Est-ce que les premières luttes syndicales s'inscrivaient dans une logique de lutte des classes ou plutôt dans une logique de lutte pour la dignité ?

LOUIS ROY Il faut comprendre, en tout premier lieu, que l'arrivée du capitalisme a opéré une rupture importante dans la structure et l'organisation de la société. L'exploitation n'est bien sûr pas une invention capitaliste, mais, auparavant, des mécanismes de résolution de conflit, des espaces de discussions, bien qu'imparfaits, existaient entre les puissants et les démunis. Avec l'arrivée du capitalisme, ces mécanismes disparaissent, et, peu à peu, la bourgeoisie ne se heurte plus à aucune résistance dans son exploitation des ouvriers. Ça a évidemment créé une indignation populaire, et pas seulement chez les gens qui étaient exploités d'ailleurs, chez l'ensemble des petits commerçants aussi. Parmi tous ceux qui ne voulaient pas vivre dans le système capitaliste et qui le dénonçaient, on trouve des communistes, qui sont les premiers à avoir fondé des syndicats. Au Québec, c'est par contre une tout autre histoire, car c'est l'Église catholique, beaucoup plus que le communisme, qui est responsable du développement du syndicalisme. Avec l'encyclique *Rerum Novarum* de 1891, l'Église a inauguré sa doctrine sociale. L'Église catholique s'est donc mise à soutenir l'organisation de travailleurs dans les usines, pas tant pour qu'ils contestent l'ordre établi, mais bien pour rééquilibrer le nouveau rapport de force économique, qui n'était plus en sa faveur. En se rangeant du côté des travailleurs, tout en restant au-dessus d'eux, l'Église se redonnait un certain pouvoir. C'est donc cette doctrine-là qui est active au Québec. Ce n'est pas pour

rien que la CSN est restée officiellement catholique jusqu'en 1967. Cela ne veut pas dire que les syndicats d'obédience communiste étaient inexistantes, mais ils étaient minoritaires.

Peut-on dire que, jusque dans les années quatre-vingt-dix, les syndicats visaient non seulement le bien-être des travailleurs, mais avaient également une vision sociale ?

Des années soixante aux années quatre-vingt-dix, la vision d'un État social, que certains nomment pour le discrediter l'État-providence, et le mouvement indépendantiste se sont développés en parallèle. Dans ce cadre, toutes les luttes menées pour la mise en place d'un réseau de services publics étaient nécessairement des luttes de classes. Le meilleur exemple demeure le front commun de 1972, alors que les trois grandes centrales syndicales, la CSN, la FTQ et la CEQ, se sont unies pour proposer «cent dollars par semaine pour tout le monde». L'idée venait de la CSN, parce que Marcel Pépin, qui la dirigeait, avait été auparavant négociateur dans l'industrie, et il se demandait pourquoi on exigeait 2,50 \$ de l'heure ici, alors que dans une autre industrie identique on ne se battait que pour 2,25 \$? Ce qu'il disait, en fin de compte, c'était : «Unissez-vous, donnez-vous des plans de travail communs, des revendications communes.» Le «cent dollars par semaine», c'était donc une façon de dire à l'État et aux compagnies qu'il y a un minimum en dessous duquel les gens ne devraient pas descendre. Et ça, c'est une vision de classes : il s'agissait de créer une classe moyenne dont le revenu plancher serait fixé. Le but du front commun était ainsi d'enrichir un pan entier de la société, et non pas uniquement d'obtenir des avantages précis aux salariés d'une seule entreprise.

Mais peut-on dès lors toujours parler d'une classe ouvrière si celle-ci se perçoit comme faisant partie de la classe moyenne ?

Absolument, car peu importe nos qualifications, être ouvrier, c'est d'abord et avant tout ne pas avoir de contrôle sur ses conditions de travail. Et même sur son travail lui-même. Une infirmière, par exemple, ou qui que ce soit travaillant dans le secteur public, fait partie de la classe ouvrière pour cette raison. Et il y a aussi des travailleurs autonomes qui ne contrôlent pas leur travail. Ils ne sont pas des artisans au sens où on l'entendait autrefois, ou autonomes comme on pourrait le dire des artistes, bien qu'il faudrait ici apporter beaucoup de nuances. Enfin, ce qui caractérise la classe ouvrière, c'est l'obligation de travailler. Je pense vraiment que c'est un critère de base. Ceux qui peuvent vivre sans travailler n'en font pas partie, puisque faire partie de la classe ouvrière implique une notion de survie, d'obligation. L'autre caractéristique, comme je le disais, est que le travailleur ne contrôle pas son travail, au sens où il n'en contrôle pas tous les facteurs de production.

Mais ça peut alors s'appliquer à des gens très haut placés dans la hiérarchie, n'y-a-t-il pas certaines distinctions à établir ? Il n'y a pas que le salaire qui compte, il y a aussi la capacité d'influencer la société. Le cadre supérieur, l'avocat, le dirigeant d'entreprise, le député possèdent sur la société une plus grande influence qu'une infirmière auxiliaire.

Ils en ont quand même de moins en moins. Même le ministre des Finances du Québec est à la merci des agences de notation de crédit, de la cotation des prochains bons du Trésor qu'il doit émettre. On peut voir dans les textes de l'OCDE des années quatre-vingt-dix que l'organisation économique des pays a été planifiée, qu'il y avait une volonté de rendre les États de moins en moins autonomes. Les parlementaires s'en plaignent, car ils n'ont plus aucune marge de manœuvre. Ils peuvent bien voter des lois sur la Charte des valeurs québécoises, mais sur la question du capitalisme, que peuvent-ils faire ? Est-ce qu'ils pourraient par exemple instaurer une taxe sur les transactions financières ? Impossible ! Il y a un cadre extrêmement rigide dans lequel tous ces gens-là fonctionnent. Je n'irais pas jusqu'à dire qu'ils font partie de la classe ouvrière, mais je pense que si on veut la définir, il faut s'éloigner de la notion de salaire et considérer ce que tu fais dans la vie, à qui ça sert, qui te paye, et ce que tu en retires. Sinon, on va se retrouver avec des classes moyennes, mais on n'aura jamais une classe moyenne.

Ne faudrait-il pas pourtant distinguer le gestionnaire du travailleur ? Un cadre fait-il, selon vous, partie de la classe ouvrière ?

La classe ouvrière a tendance à s'allonger, aujourd'hui. Il y a de moins en moins de gens qui ont le contrôle total de leur travail, qui sont vraiment autonomes, et qui ne sont pas obligés de travailler. Le système capitaliste, en poussant les richesses vers le haut, fait en sorte que tout le reste du monde est obligé de produire cette richesse. Plus il y a de

gens qui montent, plus il y en a qui sont obligés de les soutenir. Donc la classe ouvrière s'élargit. Mais en ce qui concerne la conscience de classe, personne ne se voit plus dans la classe ouvrière. D'autant plus qu'en haut de la pyramide, enfin presque en haut, il y a une classe supérieure, ou plus précisément une classe supérieure tampon, composée de gens qui profitent du système, sans pour autant le contrôler. Par exemple, un cadre supérieur, responsable des placements d'une grande banque, peut gagner trois cent cinquante mille dollars par année, mais il ne décide rien de ce qui s'y passe. Il ne fait qu'appliquer les directives de placements. Ce n'est pas nécessairement quelqu'un de mauvais, qui exploite le monde ou qui a une pensée de dominant, mais les gens comme lui font la sale besogne. Des traders, par exemple, font tomber en bourse des compagnies et même des pays pour faire un gros coup d'argent en misant précisément sur le fait qu'ils vont tomber. Paradoxalement, ces gens-là sont aussi exploités; ils jouissent d'un train de vie princier, mais ils savent qu'ils peuvent être éjectés du jour au lendemain. Ils accumulent donc de l'argent sur le dos des citoyens et des citoyennes afin de conserver leurs privilèges si jamais le vent tourne. C'est le b. a.-ba de la corruption. Mais ceux qui les contrôlent d'en haut, ils se foutent totalement de la corruption. Ils savent que les banques ne tomberont pas. On l'a bien vu en 2008. C'est incroyable ce qui a été dit – et tout n'a sûrement pas été dit – sur les cochonneries que les grandes banques ont faites dans le monde, en excluant les banques canadiennes. Elles sont pourtant encore là aujourd'hui, à peine quelques-unes ont disparu. La classe supérieure tam-

Être ouvrier, c'est d'abord et avant tout ne pas avoir de contrôle sur ses conditions de travail.

pon est ainsi un simple outil du capitalisme. Grâce à elle, le système se protège : si jamais une crise énorme éclate, une véritable débâcle, la population ne se révoltera pas contre le 1 %. Elle se révoltera contre ceux qui sont exposés et qui ont de gros salaires. L'indignation ne se concrétisera pas contre les gens qui se sont enfuis et qui ont gardé leur argent dans des paradis fiscaux. On risque au contraire beaucoup plus de se révolter contre les éditorialistes économiques des quotidiens, qui pendant des années nous ont dit que le système allait bien, plutôt que contre les propriétaires des journaux qui ont fixé la ligne éditoriale qui a guidé leurs investissements.

Est-ce que le syndicalisme a un rôle à jouer dans le développement de la conscience de classe ?

Absolument. À la CSN, le travail s'est amplifié depuis 1995. Après l'échec référendaire, il y a eu un virage, car ceux qui voyaient un lien très clair entre la question nationale et la question ouvrière ont laissé la place à ceux qui

LA CRÉATION CONTEMPORAINE
NATIONALE ET INTERNATIONALE
À SON MEILLEUR

JE M'ABONNE
USINE-C.COM

© ANN ROSENER, 1942

SORTIES D'USINE

01	LE RECOURS AUX FORÊTS	LAMBERT-WILD / THERMINARIAS ONFRAY / CARLSON / ROYET	FR
02	LE ISHOW	LES PETITES CELLULES CHAUDES	
03	RUNNING SUSHI	CHRIS HARING / LIQUID LOFT	AT
04	A BRIMFUL OF ASHA	RAVIJAIN / WHY NOT THEATRE	CA
05	VARIATIONS POUR UNE DÉCHÉANCE ANNONCÉE	ANGELA KONRAD	
	NEDERLAND	NOUVELLES SCÈNES DES PAYS-BAS	NL
06	CO(TE)LETTE	ANNE VAN DEN BROEK	NL
07	FREETOWN	DOOD PAARD	NL
08	CHEESE	NICOLAS CANTIN	
09	LA CONCORDANCE DES TEMPS	JÉRÉMIE NIEL	
10	FACE AU MUR	HUBERT COLAS	FR
11	L'HOMME ATLANTIQUE	CHRISTIAN LAPOINTE	
12	CALIGULA_REMIX	MARC BEAUPRÉ	
13	LES ROIS DU SUSPENSE	GRAND MAGASIN	FR
14	MAYDAY REMIX	MÉLANIE DEMERS	
15	SO BLUE	LOUISE LECAVALIER	FR
	TEMPS D'IMAGES		

S A I S O N
13-14

CENTRE PLURIDISCIPLINAIRE



CRÉATION & DIFFUSION

MATIÈRES DU MONDE



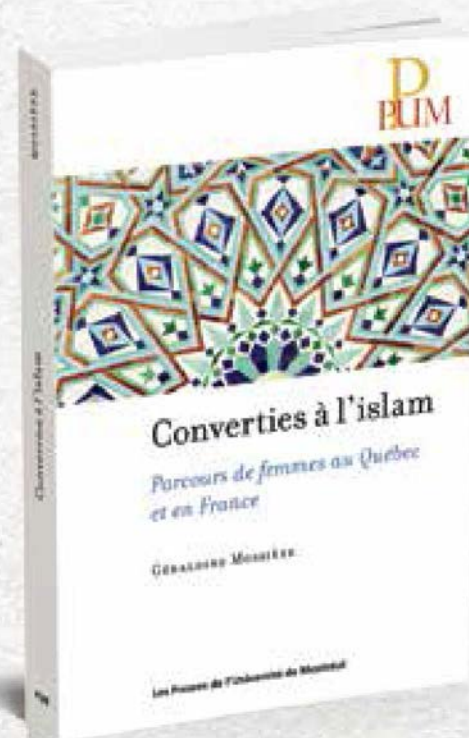
MAÎTRES D'ŒUVRE



Roland Viau

Du pain ou du sang

Les travailleurs irlandais
et le canal Beauharnois



Géraldine Mossières

Converties à l'islam

Parcours de femmes
au Québec et en France



Marie-France Raynault

Dominique Côté

Avec la collaboration de Sébastien Chartrand

Le bon sens à la scandinave

Politiques et inégalités
sociales de santé

Les livres des PUM sont aussi
disponibles en version numérique
à 50% du prix papier.

www.pum.umontreal.ca

Université
de Montréal

PUM

Les Presses de l'Université de Montréal

les dissociaient. Après l'échec référendaire, on a ainsi commencé à pousser pour se retirer de «Partenaires pour la souveraineté». Et c'est à partir de là qu'on a fait des sessions de formation sur la mondialisation, sur la vie syndicale. La conscience sociale ne fonctionne pas comme la mobilisation, qui, elle, peut être très spontanée, comme c'est souvent le cas à la suite d'un accident de travail où la colère, le ras-le-bol, a tendance à exploser. Mais la conscience sociale, elle, n'arrive jamais ainsi, d'un coup sec, comme une épiphanie. Je crois pourtant que les syndicats peuvent provoquer des changements sociaux. Seulement, ce ne sont pas là des changements qu'on peut faire rapidement. Ça demande aussi une constance que certains syndicats n'ont pas. Pas par mauvaise volonté, mais parce qu'ils sont incapables de sortir de la gestion au jour au le jour. S'occuper de la nécessaire défense des accidentés, entre autres choses, peut facilement devenir un simple mécanisme juridique. Mais tu auras beau déposer dix mille griefs par année, et gagner toutes tes batailles, le monde ne changera pas pour autant. Tu es alors dans l'entretien des rouages du système, à la limite, tu le fais fonctionner de mieux en mieux. Pour ceux qui se blessent au travail, c'est une bonne nouvelle, ils ne se blesseront plus. Mais ils vont quand même continuer à se faire exploiter. Il faut donc faire les deux en même temps : défendre et conscientiser.

Comment expliquer la vision que beaucoup de gens ont d'un syndicalisme corporatiste (contrairement à un syndicalisme social, voire politique), entretenu pour beaucoup par les « clauses orphelin », par exemple ?

Je ne dirais pas que les syndicats sont plus corporatistes, je dirais plutôt qu'ils sont surtout désarmés. L'exemple des « clauses orphelin » est en effet excellent à cet égard.

Oui, il y a eu un bris de solidarité de classe au profit d'une solidarité de génération. Les syndicats ont donc eux aussi du mal à combattre l'idéologie dominante, et à défendre une idée forte, globale, de la collectivité.

Tout à fait. Les syndicats, au fond, sont désarmés de ne pas avoir de solutions concrètes à mettre sur la table. Depuis la crise de 2008, je dis aux syndicats que c'est justement des solutions que ça prend. Si on veut changer le système capitaliste, il faut nécessairement mettre un autre système en place. Minimale, il faut qu'on sache si on est prêt à en proposer un. Le jour où le capitalisme va s'effondrer, il va vouloir se réinitialiser, c'est normal. Va-t-on être capable de dire à ce moment-là : on a une solution de rechange et on va la mettre en place dans l'année qui vient ? La réponse est non. Cela revient à se demander si un autre monde est possible. Et c'est une question qui n'est pas simple. Il y a par exemple des gens pour dire : « En Argentine, les travailleurs ont repris des usines et produisent maintenant en coopérative. » OK, mais si Alcoa Baie-Comeau fait faillite, est-ce que je dois dire aux gars : « Bon, Alcoa est morte. Ils ont été lavés par la débâcle financière, mais c'est pas grave. On continue à produire. Et on va le vendre, notre aluminium. » Le vendre à qui ? Qui va venir l'acheter ? Comment mettre ce système-là en place ? Ce sont là des questions concrètes dont on ne peut

pas faire l'économie, d'autant plus que je suis convaincu qu'on va revivre assez rapidement une nouvelle crise économique et qu'il faudra alors saisir cette occasion d'agir.

Le printemps étudiant n'est-il pas justement un rendez-vous manqué pour un syndicalisme social ? Il y avait un mouvement social important, et on a senti que les syndicats avaient beaucoup de difficulté à prendre le relais des leaders étudiants dans cette lutte qui dépassait la question des droits de scolarité. Est-ce que je me trompe ?

Vous avez raison. L'un des obstacles a été les associations étudiantes elles-mêmes, qui ne voulaient pas se faire récupérer par les grands syndicats, ce que je comprends très bien. Il était aussi impossible pour elles, en janvier 2012, de mesurer l'ampleur que le mouvement allait prendre. On travaillait alors en coordination, et trois fois plutôt qu'une, elles nous ont dit qu'elles ne voulaient pas qu'on s'implique trop, publiquement. L'autre problème, pour les syndicats, était que le mouvement étudiant était perçu comme très Montréalais. En 2011, dans le cadre de la préparation du congrès de la CSN, l'exécutif a fait une tournée des régions. Sur la question étudiante, il a fallu débattre. Par exemple, on s'est fait dire par un gars qui travaillait dans une mine en Abitibi : « Moi, je me suis battu, j'ai une bonne job, je suis capable de payer pour que mes enfants aillent à l'école. Au lieu de se battre pour la gratuité scolaire, pourquoi la CSN ne se bâte-t-elle pas pour que tout le monde ait un salaire comme le mien ? » On en revient ainsi à la difficulté d'avoir une conscience sociale globale. Il faut dire qu'elle est rabrouée quotidiennement dans les médias qui parcellisent l'information et ne font que rarement les liens permettant d'avoir une vision globale des choses.

Le capitalisme se nourrit de ce cynisme. Il le provoque, il le génère, de toutes sortes de manières.

Même envers les politiciens. Les capitalistes savent que ce sont les politiciens qui leur ont fait le plus mal dans les années quarante en mettant en place l'État social et en leur imposant une contribution monétaire pour les services collectifs. Ils ont donc discrédité le politique, dès qu'ils n'en ont plus eu besoin pour les soutenir. Ce sont eux, maintenant, qui imposent un agenda budgétaire et économique à peu près à tous les gouvernements de la planète. C'est ça qu'il faut briser, et la tâche est colossale ! Il faut semer, réfléchir, être prêt à dire : « Il y a une autre solution et voici comment on peut la mettre en place. » Et une fois le plan de rechange trouvé, ce qui déjà ne sera pas facile, une difficulté supplémentaire s'érigera, car le changement de paradigme économique mondial ne pourra jamais se faire sans l'appui d'un État, et d'un État bien placé. Que ce soit l'Allemagne, la Chine, ou même les États-Unis (on peut rêver !), il va falloir que quelqu'un dise : « Une nouvelle façon de faire va s'établir. » Le changement, il faut non seulement l'inventer, le créer, mais il faut aussi quelqu'un pour l'incarner, et un pays ou deux pour le soutenir. Autrement, ça ne restera que des vœux pieux. **L**